



À Mertzzen, Friesen et Hindlingen (de gauche à droite), les vestiges de trois abris fortifiés, construits sur le même modèle par les Français en 1915 quelques kilomètres à l'arrière de la ligne de front, mais regardant du côté de la Suisse. Photos L'Alsace

| 14-18 |

La Suisse : un terrain pas si neutre

Au début de l'année 1917, le général Foch prend la tête des armées de l'Est avec une mission précise : gérer l'hypothèse suisse. Car, depuis plus d'un an, Allemands et Français pensent très sérieusement, chacun de leur côté, à violer la neutralité de leurs voisins helvètes dans l'espoir de débloquer enfin le conflit...

Textes : Hervé de Chalendard
Photos : Thierry Gachon

Ce sont trois lourds abris de béton, abimés certes, mais encore solidement plantés dans le sol de la vallée de la Largue. Ils ont la force inerte des blockhaus allemands de la Seconde guerre. Mais ils ne sont ni allemands, ni de 39-45 : ces casemates ont été construites entre août et octobre 1915 par l'armée française avec l'aide de l'entreprise belfortaine Tournesac. Elles donnent l'occasion de battre en brèche cette idée si répandue selon laquelle, en 14-18, les poilus étaient toujours protégés par du bois quand leurs adversaires teutons l'étaient par du béton...

Un espoir autant qu'une crainte

Ces abris que l'on repère, au fond du Sundgau, en compagnie d'Éric Mansuy, amateur éclairé de l'histoire de la Grande Guerre, sont situés le long de la départementale 7 bis, entre Dannemarie au nord et les deux Seppois au sud. Sur cette portion d'une quinzaine de kilomètres, à l'origine, il y en avait huit. On découvre le premier à Friesen, dans un petit bois. Le deuxième apparaît au fond d'un champ, à Hindlingen, près de la rivière. Le troisième est en bord de route, dans le bourg de Mertzzen. Tous adoptent le même modèle : un bloc carré d'environ sept mètres sur sept avec une entrée à gauche, parfois quelques créneaux de tirs à droite et, devant, le créneau principal, celui de la mitrailleuse, orienté sud ou sud-est.

A priori, cette disposition peut interroger... Car, en 1915, cette ligne Friesen-Hindlingen-Mertzzen se trouvait quelques kilomètres à l'arrière de la ligne de front, et celle-ci était située bien plus franchement à l'est, sur l'axe Pletterhouse-Largitzen-Hirtzbach. Ces mitrailleuses



Le « Tigre » Georges Clemenceau, alors président du Conseil et ministre de la Guerre, en train de visiter les travaux de défense français du côté de Saint-Ulrich, dans le Sundgau, le 10 février 1918. Fonds Valois/BDIC

imaginaires visent ailleurs : vers le fond de la vallée, laquelle, ici, est orientée en direction du territoire helvétique. Avec le recul, ces vestiges oubliés après avoir peu ou pas servis peuvent ainsi apparaître comme la préfiguration d'un épisode de la Grande Guerre qui, entre les derniers mois de 1915 et le milieu de 1918, n'a fait aucun mort, mais a suscité beaucoup de peurs : l'hypothèse suisse.

Éric Mansuy l'a longuement abordée dans un article paru en 2001 dans la revue *Dialogues transvosgiens* et intitulé *La Suisse, champ de bataille hypothétique de la Première Guerre mondiale*. Quand cette hypothèse se fait jour, fin 1915, les positions apparaissent verrouillées. Les combats vosgiens, stériles et sanglants, n'ont cessé de le démontrer : la surabondance des moyens ne parvient plus à débloquer la situation. Alors, côté français, on se prend à rêver d'une manœuvre audacieuse, permet-

tant de redonner du mouvement à la guerre, et d'y mettre le point final. Et où passer pour contourner l'obstacle ennemi, sinon par la Suisse ?

« Une course aux plans d'invasion »

Cette idée est née autant d'un espoir que d'une crainte. Si les Français ont osé penser violer la neutralité suisse, c'est parce qu'ils ont pensé (à juste titre) que les Allemands oseraient le faire. « Côté français, cette crainte a toujours existé », rappelle Éric Mansuy. Pour au moins deux raisons : « Parce que les Allemands n'avaient pas hésité à passer par la Belgique en 14. Et parce que les Français se méfiaient du penchant germanophile de certains chefs suisses. » S'engage alors, dans les états-majors des deux adversaires, « une course aux plans d'invasion de la Suisse. » Mais ce sont surtout les Français qui traduiront ces intentions sur le terrain.

Éric Mansuy cite une note et un mémoire, datés des 17 et 18 novembre 1915, qui émanent du grand quartier général du groupe d'armées de l'Est et qui marquent, côté français, la première allusion claire à cette option. Les militaires n'y vont pas par quatre chemins. Ils expliquent qu'il faut procéder dans le plus grand secret, par surprise, en mettant tout le monde devant le fait accompli : les Allemands, cela va de soi, les Suisses, c'est entendu, mais aussi les alliés anglais et italiens, et même leur propre gouvernement ! Celui-ci ne serait prévenu qu'au dernier moment : il suffira de lui expliquer qu'il n'y a pas d'autres solutions (lire l'extrait ci-contre)...

Fin 1915, en même temps que ce plan offensif (dit plan H, comme Helvétie), les Français conçoivent un vaste plan défensif qui, bien au-delà du Sundgau, s'étend du Doubs à Thann, avec une attention particulière pour les territoires faisant face à la trouée de Porrentruy. Ainsi,

en 1916, 1917 et 1918, en Haute-Alsace, la situation est faussement calme. Sur le front, les armes parlent peu, à l'exception d'attaques sporadiques, en particulier au Schönholz, près d'Altkirch ; mais à l'arrière, on s'agite beaucoup. « Les travaux sont phénoménaux », souligne Éric Mansuy. Les Français construisent des abris, des hôpitaux, des dépôts de munitions... Dans les premiers mois de 1917, ce dossier est directement pris en main par le général Foch, qui vient d'être placé à la tête de la VII^e (Alsace-Mosges) et de la VIII^e armées (Lorraine).

« Travaux phénoménaux »

En avril 1916, alors que les principaux travaux de fortification viennent de s'achever, se produit une évolution stratégique majeure : les Français commencent à discuter avec les Suisses. Des entretiens ont lieu à Berne. Évidemment, en théorie, il s'agit uniquement de venir en aide à nos voisins en cas de violation allemande, mais les arrières-pensées françaises sont encore sans doute dures à chasser.

Toujours est-il que, constate Éric Mansuy, la confiance des Français dans les Suisses remonte à ce moment-là. De toute façon, la crainte change encore de direction : « À partir de la mi-17, les Français se sont mis à redouter en priorité une invasion allemande venant non plus de Suisse, mais d'Altkirch, et même avec des blindés... »

On sait ce qu'il en fut : si la Grande Guerre s'est enfin achevée plus de quatre ans après son déclenchement, ce n'est pas en raison d'un coup de force survenu en Suisse ou en Haute-Alsace. Mais l'intense agitation du plan H le rappelle : faire la guerre, ça consiste à dépenser autant d'énergie pour anticiper que pour combattre...

« Une invasion subite... »

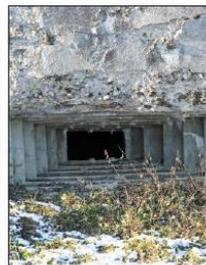
Dans la *Note sur les possibilités d'action par le territoire suisse* datée des 17 et 18 novembre 1915 et émanant du quartier général français du groupe d'armées de l'Est, l'hypothèse de la violation de la neutralité du pays voisin est évoquée avec un cynisme très militaire.

« Dans le plus grand secret »

En voici un extrait, cité par Éric Mansuy : « L'opération doit donc être étudiée et préparée dans le plus grand secret, puis conduite comme une invasion subite, en force, du territoire helvétique ; on se bornera à exprimer au gouvernement suisse, en arrivant à Berne, les regrets de ne pouvoir faire autrement que de traverser son territoire pour porter la guerre sur la rive droite du Rhin, en lui donnant toutes garanties de respect de ses biens, s'il se montre docile, des avantages territoriaux importants au nord du Rhin, s'il associe ses forces aux nôtres, et, dans le cas contraire, en disposant de vive force les milices sous les armes au moment de l'opération. Le secret nécessaire à la réussite de la manœuvre doit, bien entendu, être gardé vis-à-vis de nos représentants à Berne et de notre propre gouvernement, qui serait averti au dernier moment par le général en chef, auquel incomberait le soin de le convaincre en lui faisant ressortir qu'il n'y a pas d'autre issue possible. Nos alliés seraient avisés, une fois le fait accompli, particulièrement l'Angleterre et l'Italie... »

Une hypothèse déjà étudiée par Schlieffen

Le général prussien Alfred von Schlieffen (1833-1913) est resté célèbre pour avoir été l'initiateur du « plan Schlieffen », adopté par les Allemands au début de la Grande Guerre : c'est en le suivant qu'ils ont attaqué la France en passant par la Belgique dès le 3 août 1914. Dans un mémoire laissé début 1906 à son successeur, von Moltke, Schlieffen révèle avoir aussi envisagé « un enveloppement par le Sud », mais ne pas avoir retenu cette option parce qu'elle aurait « nécessité une campagne victorieuse contre la Suisse », et que ceci aurait pris du temps... Dans son article de 2001, Éric Mansuy confirme que les Allemands avaient bien conscience, à l'époque, que l'armée helvète n'était pas d'opérette et qu'elle était tout à fait en mesure de se faire respecter. Pour la même raison, le plan initial français (le plan XVII) avait prévu une offensive en Haute-Alsace en longeant la frontière suisse sur sa droite (ce qui fut fait dès le 7 août 1914), mais en se gardant bien de la franchir. Plus d'une année plus tard, Allemands comme Français imaginaient sans doute plus simple de bouclier l'armée suisse en profitant de l'effet de surprise...



Le créneau à mitrailleuse de l'abri français de Hindlingen, situé le long de la Largue. Photo L'Alsace



Des chasseurs à pied travaillant à des travaux défensifs, courant 1916, du côté de Gildwiller. Col. part.

Le grand bluff américain d'août 1918

En avril 1917, la Grande Guerre connaît enfin un tournant majeur : les Américains entrent dans la bataille aux côtés des Alliés. Celle-ci les conduit notamment en Alsace, comme le rappelle un numéro de la revue *Saisons d'Alsace*. L'historien Roland Oberlé y revient sur un épisode baptisé « la ruse de Belfort ». C'est en tout cas ainsi (« Belfort ruse ») qu'il a été consigné dans les archives américaines. Par ce stratagème, les Américains ont fait croire aux Allemands qu'ils préparaient une grande attaque en Alsace fin août/début septembre 1918. Selon un document « secret » daté du 28 août 18, cette offensive devait engager six divisions sur un front allant de Thann à Altkirch, avec Mulhouse comme objectif. D'après Roland Oberlé, les Allemands, forcément mis dans la confidence, ont eu un doute... Ils ont fait la possibilité de la ruse, mais n'ont pas pris le risque de ne pas prendre l'information au sérieux : des évacuations ont été programmées, de nouveaux travaux de défense lancés... Au final, septembre s'est passé sans cette attaque. Mais l'essentiel était déjà ailleurs : la fin du conflit était enfin en vue.